

L'ASSISTANCE AUX NAVIRES
ET
LE SAUVETAGE DES ÉPAVES

PAR

JULIEN LE CLERE

Contrôleur Général de la Marine

Docteur en Droit

Expert Maritime près la Cour d'Appel de Paris et le Tribunal de la Seine

Arbitre Maritime

Préface de

GEORGES RIPÈRT

Membre de l'Institut

Ancien Doyen de la Faculté de Droit de Paris

P A R I S

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS

20, Rue Soufflot, 20

1954

BLICS, 1949,

COMMERCE
sprudence.

TABLE DES MATIERES

PRÉFACE DE M. LE DOYEN RIPERT	XIII
AVANT-PROPOS	1

LIVRE I. — HISTORIQUE

CHAPITRE PREMIER

L'évolution du droit de sauvetage depuis l'Antiquité jusqu'à la Convention de Bruxelles de 1910

Considérations générales	7
A. — La protection des droits des propriétaires.....	12
— dans l'Antiquité	15
— au Moyen Age	17
— sous la Royauté centralisée.....	21
— dans la période moderne.....	24
B. — Les prétentions du Fisc	
— sous l'Empire Romain	25
— au Moyen Age	27
— de nos jours	32
C. — Les droits des sauveteurs :	
— dans l'Antiquité	36
— d'après les Compilations du Moyen Age..	38
— d'après les Ordonnances Royales :	
— en Angleterre	40
— en France	41
— dans d'autres pays	45

CHAPITRE II

La Convention de Bruxelles de 1910
et la loi française du 29 avril 1916

Origines immédiates	47
Les deux textes	49
Différences entre la Convention et la loi française.....	56

CHAPITRE III

Du sens donné aujourd'hui à certains termes
juridiques ou techniques

I. — Distinction entre « assistance » et « sauvetage ».	62
— Evolution du sens de ces mots.....	63
— Sens de ces mots dans la pratique des gens de mer	67
— Réfutation de la thèse leur donnant un sens différent en droit	68
II. — Distinction juridique entre le « navire de mer » et les « engins maritimes » quelconques.....	79
III. — Distinction entre le « navire de mer » et « l'épave de navire »	84
IV. — Le navire abandonné par l'équipage est-il une épave ?	87
V. — Distinction entre les « cargaisons » et les « épa- ves de cargaison »	90

LIVRE II. — *DE L'ASSISTANCE*
OBLIGATOIRE

CHAPITRE IV

Obligation de l'assistance aux personnes
en danger

Considérations générales	95
A. — Sur qui pèse l'obligation ?	98
Cas des bâtiments de guerre et des navires de commerce	100
B. — Objet de l'obligation	101
C. — Conditions dans lesquelles l'obligation est exi- gible	103

	De la gratuité de l'assistance aux personnes.	106
D. —	Des sanctions	112

CHAPITRE V

De l'assistance obligatoire à certains biens

47	1° Cas d'abordage	114
49	2° Sauvetage des papiers de bord et objets de valeur.	115
56	3° Assistance entre bâtiments de guerre et navires de commerce	115
	4° Régime du Rhin	117
	5° Assistance entre navires de commerce et aéronefs..	117

LIVRE III. — DE L'ASSISTANCE
ET DU SAUVETAGE DES NAVIRES

CHAPITRE VI

Qui peut fournir ou recevoir une assistance ?

79	I. — Des navires de mer.....	126
84	II. — Des personnes isolées et des entreprises terrestres	127
87	III. — Des bateaux de navigation intérieure.....	129
90	IV. — Le régime du Rhin.....	130
	V. — Cas des bâtiments de guerre :	
	— d'après la Convention de Bruxelles....	131
	— le régime français	133
	— le régime anglais	142
	VI. — Des navires d'Etat autres que les bâtiments de guerre	143
	VII. — Des pilotes	145
	VIII. — Assistance par les services de sauvetage des Chambres de Commerce	146
95	IX. — Assistance par la Société de Sauvetage des Naufragés	148
98	X. — Remorquage et assistance par remorqueurs..	150
100	XI. — Du propre équipage du navire en danger....	158
101		
103		

CHAPITRE VII

De la convention d'assistance et de l'assistance sans convention

Considérations générales	161	Co
A. — Des conventions d'assistance	163	
I. — Intérêt d'une convention écrite.....	164	
II. — Des causes d'annulation des conventions d'assistance	166	
III. — Qui peut signer une convention d'assistance ?	169	
IV. — Caractères juridiques de la convention d'assistance	170	I
V. — Modèles de convention d'assistance :		
— conventions sommaires	170	
— formule française L.D.	173	
— formule anglaise du Lloyd's....	175	
B. — Des assistances sans convention.....	183	III
C. — Constatation des services rendus.....	184	

CHAPITRE VIII

De la procédure en vue de la fixation des indemnités d'assistance

Considérations générales	185	IV
I. — De l'arbitrage	186	
— Intérêt de l'arbitrage	187	
— Compromis d'arbitrage	191	
— Choix des arbitres, tiers arbitres, surarbitres	192	
— Fonctionnement du Collège arbitral.....	196	
— Recours contre les décisions arbitrales...	197	Co
— Formules de compromis d'arbitrage.....	198	A.
II. — De la procédure judiciaire en matière d'assistance :		
1° Entre navires français	203	
2° Entre navires français et étrangers	204	
III. — De la prescription	206	B.
		C.

LIVRE IV. — *LE RÉGIME DES ÉPAVES*

CHAPITRE XI

Le régime des épaves en droit international

Définition des épaves	294
Le régime juridique international.....	295

CHAPITRE XII

Le régime des épaves en droit français

I. — Définition des épaves	297
II. — A qui appartiennent les épaves en France ? ...	299
III. — Des droits de l'Administration sur les épaves..	303
IV. — Des droits du sauveteur.....	307
V. — Le régime des épaves en temps de guerre.....	311

APPENDICE

CHAPITRE XIII

Résumé succinct de quelques législations étrangères

I. — Législation anglaise	317
II. — Législation américaine	320
III. — Législation italienne	322
IV. — Législation allemande	323
V. — Législation du Vénézuéla	323
VI. — Législation de la Tunisie	324
VII. — Législation du Maroc	324
BIBLIOGRAPHIE	325
TABLE ALPHABÉTIQUE	329

ginc
ram
qui
con
jam
anci
text
c'est
posé

des
dern
sont
juge
a vo
obliq

qu'il
conn
le d
rigue
mieu
vetag

Il y a
et de
Mais
lacion
M. L
Il a
a mē